

Rédacteur en chef :

Maguy BACQUE

Directeur de la publication :

Jacky OUAKNINE

Maquette :

Jean BELUCH

n° 1143 D 73

UNEF INFORM

Bulletin intérieur à l'U.N.E.F. n° 6

25 rue Bouret 75019 PARIS

tél. 209.02.50

EDITO

UNEF/INFORM

- ATTENTION VIRAGE DANGEREUX !

Voici venu pour beaucoup d'entre nous, le mois du repli sur soi pour cause de partiels.

Tous nos vœux t'accompagnent pour passer ce cap difficile et réussir ton année.

N'oublie pas que pour tout problème individuel ou collectif d'examen, tu peux faire appel à l'élu de ton UER. Tu peux prendre contact avec lui, soit par ton Comité UNEF, soit par son secrétariat d'UER, s'il n'est pas étudiant dans ton amphi ou si tu n'assistes pas aux cours.

Examens ou pas, l'expérience nous prouve que nous avons intérêt à rester en contact.

C'est souvent dans les périodes de vacances ou les périodes pendant lesquelles nous sommes plus isolés, donc plus sensibilisés au découragement, que se trament les plus mauvais coups contre nous.

Et cette année, nous avons une raison précise de ne pas nous isoler en ce mois de janvier : Le 31 janvier vont avoir lieu les élections aux Conseils d'Administration du CROUS.

Nous te donnons par ailleurs quelques informations sur leur signification, mais en deux mots, il s'agit pour nous étudiants organisés, d'alerter tous les étudiants afin que des élus combattifs, efficaces soient désignés. Il y va de l'existence des CROUS et donc de la possibilité pour des dizaines de milliers d'entre nous de rester à l'Université.

Nous avons déjà souvent démontré dans les faits que Madame Saunier Sétit, Ministre de l'Université-sans-le-sou est loin de faire entièrement ce qu'elle veut, qu'elle doit tenir compte de nos luttes.

Les actions multiples et massives qui ont accueilli ses projets au début de l'année l'ont contrainte à se montrer plus prudente.

Tout récemment l'élection par des dizaines de milliers d'étudiants de centaines de délégués dans les Conseils de gestion des UER sont un avertissement encore plus sérieux. Tous ceux qui voudraient se passer de l'avis des étudiants pour gérer les facs ont devant eux des centaines de porte-parole élus sur les listes «Présence et Action Etudiante» et malheureusement pour eux et pour Alice Saunier Sétit ils ne sont pas moins nombreux ni moins déterminés que l'an dernier.

Par contre, les tentatives du ministre pour créer une organisation à sa botte ne semblent pas encore porter leurs fruits, malgré le concert publicitaire dont elle bénéficie dans la presse. Prenons l'engagement qu'elles n'en porteront pas de sitôt !

Le 2ème trimestre sera marqué par une 2ème date importante : Notre Congrès National du 16 au 20 février à Villetaneuse. Tu as reçu les textes soumis au débat. Ils sont longs parce que nous avons beaucoup à dire et discuter sur notre situation d'étudiants.

Mais l'objectif du 65ème Congrès est simple : appeler les étudiants à construire sur la base de ce qu'elle est aujourd'hui, une UNEF qui nous permette encore mieux de nous défendre, de participer à la vie de notre UER.

Une UNEF encore plus proche de chaque étudiant grâce à un meilleur travail de ses élus, encore plus soucieux d'améliorer la vie quotidienne en organisant l'entraide entre étudiants et l'animation de l'Université, encore plus efficace pour résoudre chaque problème posé dans un TD, un amphi ou au plan national donc s'adressant à plus d'étudiants. Là dessus, tout le monde a son mot à dire. Nous te proposons de dire le tien, soit en écrivant à l'UNEF de ta ville soit au Bureau National soit si tu le peux en participant à ta réunion de comité, qui précédera le congrès de l'association générale de ta ville.

Alors, en espérant que tu prendras la plume, BONNE ANNEE 1979.

PARIS, LE 16 JANVIER 1979

LES ELECTIONS AUX CROUS, UN MOMENT ESSENTIEL POUR DIRE NOTRE MOT SUR CE QUI NOUS CONCERNE

I. - LE CROUS QU'EST CE QUE C'EST ?

C'est un organisme qui gère les restaurants universitaires, les Cités Universitaires, l'attribution des bourses, certains services sociaux et culturels.

Acquis des étudiants, les cités universitaires, les restaura-U, les bourses sont des éléments essentiels permettant à des centaines de milliers d'étudiants, de rester étudiants, de pouvoir vivre et étudier.

Des délégués étudiants sont élus à ces conseils dans chaque ville universitaire, un conseil existe au niveau national, le Centre National des Œuvres (CNO). Les conseils votent le budget, décident ou ne décident pas des hausses, décident de la qualité des repas, des services existant en résidence universitaire.

- Les crous sont menacés, pourquoi ?

D'année en année, le ticket de restaurant universitaire augmente, la qualité des repas diminue.

Malgré la crise, le nombre de boursiers descend en chute libre (de 120.000 à 90.000 en deux ans) le pouvoir d'achat des boursiers diminue fortement.

Enfin, les loyers des cités universitaires suivent une courbe ascendante tandis que les services rendus se dégradent.

Cela correspond à plusieurs objectifs du gouvernement.

- se désengager financièrement et faire payer les étudiants, pour cela il tente de privatiser les CROUS et d'augmenter tous les tarifs.

- éliminer les étudiants «300.000» selon Saunier Sélité et dans ce cadre ceux qui ont le plus besoin des services des CROUS, les étudiants les plus défavorisés.

II. - IL Y A DEUX ANS, 50 % DES ETUDIANTS ONT VOTE POUR DES DELEGUES UNEF-FRUF-UGE... QU'ONT-ILS FAIT ?

Partout, ils ont défendu les étudiants, à chaque moment, ils les ont informés des mauvais coups tentés par Saunier Sélité, ainsi par trois fois à la suite de boycotts organisés par l'UNEF, les hausses du ticket de restaura-U ont pu être repoussées en juin, octobre et novembre 77.

Ce n'est qu'en faisant expulser par la police les élus UNEF FRUF UGE que le gouvernement a réussi à faire passer le ticket à 4 F.

NOUS AVONS ARRACHE DES CREDITS SUPPLEMENTAIRES (augmentation de 17,53 % des crédits culturels pour 1978).

Plus de 10 millions de francs ont pu être obtenus pour les investissements en Cité Universitaire.

- Les hausses en cité ont pu être limitées :

- par l'obtention d'une augmentation substantielle de la subvention de l'Etat par chambre en cité U (qui est passée de 50 F. par mois en 76 à 105 F. en 79).

- par des actions diverses ville par ville comme à Paris ou à Lille.

- Nous avons agi pour défendre les étudiants étrangers :

Le principe du contingentement des chambres en cité pour les étudiants étrangers a été abandonné au niveau national.

Nous avons agi avec les comités de défense des étudiants étrangers (à Grenoble, Caen, Paris, Clermont Ferrand, Aix, Marseille...), pour l'abrogation de la circulaire Bonnet, pour empêcher les expulsions.

- Dans chaque CROUS au niveau local, nous avons obtenu des acquis :

- * règlement positif de la grève des personnels du Restau-U de Brest,
- * ouverture des restaura-U des Lois, de Chapou à Toulouse,
- * aide au restaura U de Limoges,
- * aide à la Cité d'Antony.

II. - CETTE ANNEE, SUR QUELLES REVENDICATIONS ESSENTIELLES NOUS PRESENTONS NOUS ?

- Restau-U :

- * blocage des tarifs,
- * parité Etat-Etudiant sur le prix du restaura-U
- * tarif étudiant sur toutes les cantines,
- * l'amélioration de la qualité des repas.

- Logement :

Blocage des tarifs en Cité U :

- * exonération des impôts locaux,
- * transformation des immeubles vides en résidences universitaires,
- * augmentation de l'allocation de l'Etat,
- * versement d'allocation pour les étudiants n'ayant pu obtenir de chambre en Cité U,
- * construction de chambres en cité (pour aller vers 10.000 chambres supplémentaires).

- Bourses :

- * augmentation de 30 % du montant global des bourses,
- * indexation sur la hausse des prix,
- * droit aux avances,
- * versement d'un 4ème terme,
- * attribution d'un 7ème échelon sur critères sociaux,
- * ouverture de négociation pour l'attribution d'une allocation d'études.

- Services des CROUS :

- doublement des crédits culturels,
- contre le ghetto des facs,
- droits pour nos élus,
- création de services emploi-logement.

Nous voulons faire des CROUS un grand service public, social et culturel.

Ces revendications sont à compléter au niveau local et là se situe le rôle essentiel de nos élus dans l'animation du

- D'autres listes se présentent contre l'UNEF :

Oui, beaucoup. Du CLEF, UNI, ANEF, FNEF, jusqu'au SELF toute nouvelle création de Saunier.

Grassement subventionnés (30 millions UNI, 8 millions FNEF) ils voudraient se refaire une virginité à ces élections aux CROUS.

Pourtant, ce sont eux qui ont permis à l'administration de faire passer les hausses du restaura-U, des Cités U en les votant. Ils se sont toujours opposés aux revendications des étudiants.

L'AJS Unité syndicale FERUF, s'est fait remercier par le CROUS de ses bons services par l'attribution d'une subvention de 33 millions. **Ils sont logés par le CROUS.**

De plus, ils ont permis à l'administration de voter les hausses en étant présents au CNO alors que les élus UNEF, FRUF, UGE étaient expulsés par la police.

Le MAS, totalement absent du CNO s'est divisé en 8 à son Congrès de Saint Etienne, cache-sexe de la LCR le MAS n'existe plus que pour diviser les étudiants. La CFDT disait de leur congrès qu'il n'avait été qu'un lieu d'affrontement politicien. Dire tout cela ce n'est pas calomnier, c'est informer les étudiants sur des listes faisant de la démagogie un thème de propagande électorale.

Qu'en reste-t-il au lendemain des élections ?

IV. - COMMENT PEUX-TU AIDER A FAIRE ELIRE DES DELEGUES UNEF, FRUF, UGE DANS TA VILLE ?

- Tout d'abord informer les étudiants de ton TD, ton U ton amphi :

- * sur ce que sont les CROUS,
- x à quoi ils servent,
- * qu'ils peuvent y élire des délégués PRESENCE ET ACTION ETUDIANTE présentés par l'UNEF avec la FRUF et l'UGE.

- * quel est le bilan des élus UNEF, FRUF, UGE précédents,
- * qui sont les autres listes,
- * passe au local chercher le matériel pour informer les étudiants, les consulter : tract, affiche, guide, questionnaire.

Présence et Action Etudiante, en organisant avec ton TD, ton amphi, une délégation auprès du directeur du restau-U du CROUS.

- Payer sa défense :

- * le matériel pour informer les étudiants coute cher.

Il s'agit de le payer.

* tu peux faire un appel dans l'amphi après distribution du tract, l'intervention pour que les étudiants nous aident. Tu peux en faisant signer un appel à voter pour le candidat de la Fac demander aux étudiants de souscrire.

Nous avons un moyen exceptionnel pour collecter de l'argent parmi les étudiants, les profs, tes connaissances, c'est de leur proposer l'Agenda 79 de l'UNEF.

Il est à ta disposition au local de l'AGE.

- Etre présent le jour du vote :

Beaucoup d'étudiants sont convaincus de la nécessité d'élire leur délégué Présence et Action Etudiante le jour même du vote : Il s'agit donc d'être présents. Nous te proposons d'être également très présent le jour J moins 7 parce que ce sont les mêmes étudiants qui sont sur la Fac.

Si tu ne peux pas venir voter : tu peux voter par procuration en donnant ta carte de CROUS et une procuration à un copain.

Demande à tous les étudiants de ton UV, ton TD, ton amphi s'ils peuvent venir voter et le cas échéant ramasse les cartes et des procurations.

Tout ceci bien entendu n'est pas à prendre ou à laisser.

Tu pourras plus facilement informer les étudiants de ce que sont les CROUS, discuter des revendications, organiser l'action dans ton coin si tu en as discuté avec les autres étudiants en participant aux activités de l'UNEF dans ta fac.

- Il est donc très important que tu puisses participer à réunion de Comtié :

Ce sera le moyen de coordonner vos différentes propositions et actions, cela permettra qu'ils viennent t'aider pour faire la liste des problèmes, informer les étudiants...

Dans ce sens passe au local du Comité de l'AGE pour voir les délégués, les responsables du Comité, de l'Association pour qu'ils puissent t'aider et pour voir si tu peux aider d'autres camarades dans d'autres secteurs.

De l'intervention de chaque étudiant qui participe aux activités des Comités UNEF de l'activité de chaque comité dépend le nombre d'étudiants qui voteront pour les listes Présence et Action Etudiante le nombre de délégués élus, le nombre de succès qui permettront d'améliorer notre vie.

Didier SEBAN

UNE PREMIERE A L'UNIVERSITE ! L'AGENDA 79 DE L'UNEF : ACHETE-LE, DIFFUSE-LE AUTOUR DE TOI - ADRESSE-TOI A TON AGE OU TON COMITE.

A l'heure où les difficultés financières s'accroissent pour nos Associations et Comités et pour la trésorerie du COLLECTIF NATIONAL,

A l'heure où la solidarité des travailleurs, personnalités et organisations démocratiques s'amplifie pour faire barrage aux tentatives d'asphyxie de l'UNEF mises en œuvre par le gouvernement, les adhérents de l'UNEF ont la responsabilité d'animer en premier lieu sa diffusion de l'agenda.

La prise en charge de notre activité syndicale ne peut être que le fruit de nos efforts dans l'animation d'une réelle campagne financière.

La vente de masse de l'Agenda à la population et aux travailleurs c'est le soutien politique et financier, le développement de notre activité c'est aussi dans le contexte actuel une riposte aux attaques gouvernementales : SAU-NIER SEITE parraine 18 groupuscules, l'UNEF ne peut être soutenu que par les travailleurs et les étudiants.

Les étudiants trouveront en l'Agenda un outil précieux : ses différents dossiers permettent d'être moins désarmés devant les rouages universitaires. Il constitue une première aide qui devra nécessairement être complétée par l'activité syndicale.

1. En passant commande du nombre d'agendas à la Trésorerie du COLLECTIF NATIONAL.

La situation critique de notre trésorerie ne permettra pas une diffusion anarchique de l'Agenda. Il parviendra aux villes à la seule condition que la commande soit accompagnée d'un chèque de 50 % qui pourra être tiré 3, 4 jours après la rentrée.

2. En déterminant les diffuseurs de l'Agenda qui seront les premiers responsables et animateurs de la vente.

3. Déterminer les lieux d'intervention et de vente.

en privilégiant a) le soir des porte à porte en cité U et cités HLM
b) des ventes publiques avec la tenue de table aux RU midi et soir
c) la présentation de l'Agenda dans les amphs.

Ces initiatives peuvent permettre à l'UNEF de résoudre quelques unes de ses difficultés financières, il importe que chaque syndiqué en soit conscient et mesure en quoi son aide peut-être précieuse.

Nous pouvons collecter 10 millions d'AF. Ils permettront à toute l'organisation aux Comités, aux AGE de mieux entrevoir l'activité syndicale par l'octroi de moyens nouveaux.

Enfin, je propose un rendez-vous national et quotidien au téléphone afin d'apprécier les progrès de la diffusion.

Il pourrait débiter le JEUDI 4 JANVIER et le rendez-vous des paiements au COLLECTIF NATIONAL DES 6 et 7 JANVIER.

Salutations syndicales.

Jacky QUAKNINE
Trésorier National

TRIBUNE DE DISCUSSION

Les 2 contributions suivantes ne sont que des extraits. Nous rappelons que tout camarade qui le désire peut obtenir le texte complet à l'Association générale.

L'une concerne le rassemblement des étudiants dans l'UNEF :

Par milliers des étudiants ont décidé, l'année dernière, de «prendre en main leur vie à l'Université» comme nous en lançons l'appel en juin 77 au Congrès de Nancy.

Ils ont décidé de participer à l'activité du Comité UNEF pour créer tel service, pour être informés, pour soutenir leurs élus, pour agir efficacement ou pour des dizaines d'autres raisons.

Ils l'ont fait sous une forme simple qui existe peu en dehors de l'Université : Ils ont, sur un thème précis indiqué en haut d'une feuille, écrit leur nom, prénom et adresse, payé 3 F. quand on le leur demandait.

C'est ce que nous appelons dans notre jargon «signer une pétition-adhésion» (...).

(...) Mais pourquoi cette volonté d'agir ne peut-elle être efficace que par le rassemblement **dans les Comités UNEF ?**

1) parce que celles que soient les critiques que les étudiants nous adressent (et nous devons en tenir compte) nous sommes à l'Université **de fait** la seule force qui à la fois propose, entraîne à l'action, rassemble, organise l'entraide.

2) parce que nous sommes la seule organisation qui puisse intégrer rapidement les dizaines de milliers de nouveaux venus avec leurs idées et leurs aspirations personnelles sur la base d'une orientation démocratiquement définie, claire, réellement syndicale.

(...) La seule issue pour l'Université c'est que chacun prenne sa vie en main. C'est à partir des milliers de problèmes posés et résolus que nous changerons le visage quotidien de nos universités. Or, aujourd'hui trop d'étudiants renoncent. Trop d'étudiants s'habituent au bachotage, aux certitudes de cours à sens unique.

L'Université en souffre, l'avenir du pays est menacé, les étudiants s'ennuient, se replient.

Personne ne peut à la place des étudiants défendre leurs intérêts, expliquer leurs aspirations. Personne ne peut à la place de l'UNEF faire s'exprimer ces intérêts et ces aspirations dans leur diversité.

Il faut pour cela avoir confiance dans les étudiants et avoir confiance en nous qui sommes l'UNEF (...).

(...) Au lieu de signer une pétition contre les hausses des tarifs des restau-U, des étudiants signent une pétition-adhésion pour rester en contact avec l'UNEF et pouvoir riposter à tout moment à de nouveaux coups contre les cités et les restau-U. Ils seront peut-être moins nombreux à signer mais quelle force considérablement supérieure face à Saunier (...).

(...) Notre plus grande «erreur» est encore de ne pas proposer aux étudiants, même ceux qui agissent avec nous, de s'organiser, de créer un lien entre eux. Dans les faits nous les empêchons d'être réellement efficaces et nous ouvrons la voie à un découragement accru face à la difficulté de faire entendre leur voix (...).

L'autre concerne la lutte pour nos droits d'étudiants :

(...) Le gouvernement a décidé de passer une étape dans l'autoritarisme. Nous avons l'habitude maintenant de voir Saunier menacer, insulter les étudiants, enseignants, journalistes mais aujourd'hui, c'est autre chose que l'agitation hystérique d'Alice Saunier veut appliquer coûte que coûte sa politique, déposséder les usagers de l'Université des décisions qui les concernent (...).

(...) Le chantage permanent du ministre amène certains conseils à marquer le pas dans la résistance à sa politique, si ce n'est à céder.

L'activité des délégués étudiants est chaque jour plus difficile. L'activité des groupes qui appellent au boycott vise à laisser Saunier mettre au pas les conseils. Le fait que 37 conseils d'Université aient condamné le décret des assistants justifie pleinement entre autres choses la volonté du ministre de vider les conseils de leur contenu démocratique, mais si elle y met autant d'acharnement c'est qu'aujourd'hui gouvernement et patronat ont la volonté de restreindre la démocratie dans l'Université de s'attaquer à tout ce qui peut avoir un contenu démocratique, de revenir de 10 ans en arrière sur les droits des usagers de l'Université, leurs possibilités (...).

(...) Ne voit-on pas trop souvent encore un conseil prendre une décision sans les étudiants et nous, hésitant à dénoncer cette pratique.

La défense démocratique des étudiants est-elle suffisamment considérée dans nos plate-formes comme un objectif revendicatif comme les autres ?

Certes l'essentiel des luttes contre la répression, pour la liberté d'expression s'est menée avec l'UNEF, l'ensemble des propositions pour la vie démocratique dans les facs a été faites par l'UNEF.

Mais aujourd'hui, il faut passer une étape supplémentaire dans la poursuite de l'action pour intéresser les étudiants à la vie de leur Fac, pour qu'ils y prennent des décisions essentielles.

Il faut inscrire encore plus au cœur de nos luttes, la liberté d'expression, de réunion, d'organisation, le refus de l'intimidation et de la répression, la consultation démocratique des intéressés, le déroulement démocratique des élections universitaires, l'abrogation du quorum, la subvention nationale de l'UNEF, la fin de toute discrimination, la possibilité aux étudiants étrangers d'être éligibles, l'abrogation des circulaires autoritaires (Bonnet...) (...).

(...) Il nous reste à gagner l'application dans la vie des propositions que fait l'UNEF pour rapprocher les conseils des étudiants mais aussi des moyens donnés à nos élus pour exercer leur mandat.

Pourquoi ne pas réfléchir également aujourd'hui à quels droits sont nécessaires d'acquiescer dans les facs pour donner son avis, y décider.

Je pense notamment que les facs possèdent souvent aujourd'hui du matériel audiovisuel, du matériel moderne d'impression qui pourrait être utilisé et pourquoi n'y aurait-il pas dans les facs une radio gérée démocratiquement qui informerait organiserait les consultations, animerait la Fac. (...).

(...) Permettre que chaque décision importante soit prise avec les étudiants cela suppose également réaffirmer l'égalité face à une décision entre enseignants, étudiants, personnels. Cela entraîne la possibilité pour les étudiants d'être présents partout ou on décide d'eux et quand la structure n'existe pas de la créer. (...).

Toute cette possibilité nouvelle de donner son avis y compris sur notre formation avec toute la richesse découlant de la diversité des étudiants aurait pour conséquence un enseignement plus ouvert, plus critique, plus intéressant, plus formateur.

Michèle PERRIER

L'intérêt des étudiants de l'enseignement supérieur, du pays, c'est un développement important de la démocratie dans les facs, c'est la parole donnée aux étudiants, ce progrès de la démocratie c'est les étudiants qui le gagneront dans leurs luttes et dans leur capacité à faire de la solidarité et l'entraide le mode de vie à l'Université.

Tout ceci passe par une importante vie associative dans les facs, et cette vie associative s'exprime dans tous les domaines de la vie d'un étudiant, c'est la vie des Comités UNEF.

Raphael PEREZ
Maths-Paris 13

CONTRIBUTION

Nous rappelons en publiant cette contribution en 5 questions que les camarades participant au débat dans UNEF-INFORM doivent indiquer si possible leur lieu d'études.

Camarades syndicalistes,

Ne pensez vous pas que :

1) la gauche à le droit et le devoir de faire des critiques, suggestions et propositions même si elle a été battue (n'ayons pas peur des mots) aux élections législatives de 1978.

2) la division du mouvement étudiant laisse les mains libres à Saunier Séité et autres sélectionnistes aussi simplistes qu'outranciers ?

3) il faut en finir dans les plus brefs délais avec le système des cycles qui sont autant de paliers d'élimination ?

4) le niveau des études est à relever ?

5) il faut supprimer toute élimination ou exclusion «définitive» après un certain nombre d'échecs, eux-mêmes bien souvent dus à des carences et déficiences sociales ou familiales ?

Cela aussi bien dans le secondaire que dans le supérieur.

Recevez nos salutations de lutteurs non résignés.

Pierre LAUTRAN
Léon TIFFLE

L'Association générale de Sciences Po Paris nous a fait parvenir comme première contribution au débat un «manifeste Sciences Po». Pour ne pas en dénaturer le contenu, nous nous contentons aujourd'hui de publier le texte de la commission femmes.

Commission syndicale

Femmes UNEF Sciences Politiques

FEMMES LIBEREES ?

On parle beaucoup de nos jours de l'émancipation et de la libération des femmes, les partis se tournent vers elles ; les femmes font l'objet d'une surenchère politique sans précédent. Que penser de tout cela ?

Si la situation des femmes s'est améliorée depuis la fin de la seconde guerre mondiale avec en particulier :

- l'élévation de leur niveau de formation,
- l'amélioration des services sociaux qui permettent de libérer les femmes du foyer domestique,
- développement des connaissances scientifiques et médicales qui permettent aux femmes de contrôler leur fonction reproductive et notamment de dissocier sexualité et maternité.

Nous remercions Jacques ROSE demeurant 1 rue Désiré Granet à Vitry, ancien étudiant, membre de l'UNEF pour la lettre qu'il nous a adressé. «Fils d'ouvrier» qui a «réussi ce qu'il faut bien appeler un exploit dans la société actuelle : devenir un ingénieur qualifié (...), il approuve les tenues de notre manifeste «en particulier... la première partie «nous voulons vivre et étudier» et nous souhaite bonne chance dans nos luttes.

Il faut néanmoins noter que tous ces progrès ne remettent pas en cause le rôle traditionnel des femmes et l'infériorité de leur situation par rapport aux hommes. Les salaires restent plus bas, leur travail inintéressant et répétitif dans la plupart des cas, la division des tâches dans le couple persiste.

Prenant conscience de ces difficultés des couches importantes de femmes étudiants ou salariées se sont révoltées, et battues à côté des hommes dans les syndicats ou les partis pour imposer une autre image d'elles-mêmes et remettre en question la place des femmes dans la société.

Certes, les progrès de la scolarisation ont été importants dans les vingt dernières années pour les jeunes filles et entre 14 et 18 ans elles sont plus scolarisées que les garçons. Mais leur formation est différente :

- elles sont plus nombreuses dans les filières d'enseignement général (type A ou B ou D du bas),

- lorsqu'il s'agit d'enseignement, formation et préparation courtes à des métiers généralement du tertiaire ou «arts ménagers» les carrières sont généralement féminisées.

- En revanche plus on s'élève dans le niveau de formation (par exemple techniques administratives et juridiques, économie, information...) plus la participation féminine diminue.

- les formations techniques secondaires qui accueillent le plus de femmes sont : soit celles qui conduisent à des secteurs en déclin, ou en récession (textile, habillement...) ; soit celles qui reproduisent les «spécialités» féminines : industries alimentaires ménagères...

- soit celles qui exploitent leurs «dons innés» (minutie des ouvrières des composants électroniques...).

Ainsi, le système de formation tend à reproduire les inégalités, et à les perpétuer. Comment s'étonner ensuite des difficultés qu'ont les femmes à trouver un emploi ? C'est pourquoi il est important, et c'est l'objet de la commission femmes de l'UNEF de défendre les revendications démocratiques sur la question des femmes à l'Université.

- droit à la formation,
- accès à toutes les fonctions à tous les postes de responsabilité
- embauche au niveau de qualification acquis
- renforcement de la formation professionnelle pour les femmes afin de corriger les inégalités de formation scolaires.

A PROPOS DU CONGRES

Les 16-20 février se tiendra à Paris, notre congrès national. Si tu n'as pas encore reçu les projets de résolution soumis à la discussion de toute l'organisation, ils sont à ta disposition dans ton association générale. Il s'agit :

- du projet des manifestes
- du projet de résolution sur Campus
- du projet de résolution sur l'activité financière
- du projet de résolution sur l'entraide
- du projet de résolution sur l'activité internationale de l'UNEF
- du projet de résolution sur la formation syndicale

Le congrès est l'occasion d'un grand débat, à tous les niveaux, sur notre bilan d'activité et notre orientation.

Pour que ce débat s'enrichisse de chaque contribution d'AGE, de comités ou personnelles, pour que dans la diversité de notre organisation de ses sensibilités différentes chaque opinion s'exprime, nous t'invitons à donner toi aussi ton avis, à envoyer ta contribution au siège national (25, rue Bourr et, 75019 Paris). UNEF Inform sera le support de ce débat par la publication des tribunes de discussion dans UNEF Inform Spécial congrès

Le CN a décidé qu'UNEF-INFORM publierait toute contribution dans une limite de 3 700 signes, la rédaction étant sous la responsabilité de chaque auteur. Cette règle vaut pour tout syndiqué. La rédaction d'UNEF-INFORM a reçu une contribution de Paul ROBEL de 28 pages. Celui-ci n'a toujours pas fait parvenir le résumé de son texte à la rédaction d'UNEF-INFORM malgré les demandes répétées. La rédaction fait part de son étonnement devant l'affirmation du MONDE selon laquelle UNEF-INFORM se serait refusé à cette publication. Il s'agit là d'une contre vérité évidente.

Huguy BACQUE
Rédactrice en Chef d'UNEF-INFORM